

Episode 3 : ECOLOGIE: LES DÉBATS DANS LE FRONT DE GAUCHE

(→4 épisodes au total qui seront publiés d'ici le congrès national soit avant février 2013)

Amar Bellal

Rappel de la démarche :

Il y a une bonne dizaine de questions qui sous des apparences de détail, de querelles techniques ou même de simples malentendus révèlent en réalité de vraies différences de fond dans le front de gauche. On sait qu'il y a des différences très marquées sur la stratégie, les conceptions du rassemblement. Mais il y a aussi celles qui apparaissent très fortement sur des questions clés comme l'écologie, secteur transversal qui a rapport très étroitement à notre vision du monde, à nos valeurs, à notre relation au progrès et aux conditions de sa maîtrise et de son orientation. Ces différences ne sont pas insurmontables à la construction des rassemblements à condition qu'elles ne soient pas tuées et à condition de les poser au bon niveau et de comprendre les origines des désaccords : passer sous silence ces questions au point qu'elles en deviennent tabou en croyant ainsi ménager, voir renforcer le rassemblement, est une illusion. Au contraire, on aboutit à la tentation de régler ces questions par d'autres voies que le débat d'idées, par des passages en force politiques par exemple : c'est une logique perdant-perdant à terme pour le front de gauche. Donc parlons de ce qui fait débat, de ce qui fâche même, sans tabou et en poussant loin l'origine des désaccords afin de pouvoir les dépasser.

Dans le premier et deuxième épisode nous avons traité des 6 préjugés/thèmes suivants :

- 1) le « petit » qui est la solution à tout (small is beautiful),
- 2) les expériences locales qui sont amalgamées à des solutions globales,
- 3) la facilité des solutions "on sort de tout" dès qu'on rencontre un problème.
- 4) le syndrome « NIMBY »
- 5) le mythe de la « bulle autonome » (éco quartier, éco région autonome)
- 6) les illusions de J RIFKIN et de son « économie hydrogène »

Aujourd'hui, nous nous attaquons au discrédit jeté sur l'expertise publique en général

Le sujet est tellement vaste et soulevant de nombreux problèmes, qu'il fait l'objet d'un épisode à lui tout seul. Nous terminerons par une annexe sur le mode de l'humour : « petit guide pour disqualifier l'expertise publique à l'usage des anti- »

Episode 3

La série « Les experts »

La situation

La question des experts et du niveau de confiance qu'on leur accorde touche de près au fonctionnement de la démocratie. L'expert ne décide pas, il éclaire sur un problème afin qu'une décision politique puisse être prise en toute connaissance de cause. Dans le cas contraire on aboutirait à une technocratie. Sans experts par contre, tous les avis se vaudraient, il n'y aurait plus de rationalité

dans les décisions politiques : ce serait le règne de la démagogie permanente. Les experts sont dans la plupart des cas des scientifiques : ingénieurs, chercheurs, médecins, ce sont des citoyens et salariés comme nous, des travailleurs de la science en somme avec une longue expérience dans un domaine bien précis. Cependant, régulièrement plane la suspicion de partialité dès qu'on fait appel à leurs travaux notamment lorsqu'ils émanent de grandes institutions publiques. On les accuse de servir un lobby, on leur reproche leur passé professionnel, on met en avant de possibles conflits d'intérêts. Pourtant, difficile de parler de certains domaines sérieusement et comprendre de quoi il en ressort, sans faire appel à des ingénieurs de la discipline en question. Plus difficile encore d'en trouver qui n'aient jamais travaillé pour une de ces institutions, entreprises publiques ou privées, tant décriées. On fait alors appel pour contrebalancer à des expertises hâtivement qualifiées de « citoyenne » et « indépendante », souvent l'oeuvre d'associations fortes de leurs grand « I », « I » comme «Indépendant» : CRIIRAD pour le nucléaire, CRIIGEN pour les ogm, CRIIREM pour les ondes électromagnétiques¹. Ces associations serviraient de garde-fou nous dit on, elles feraient avancer la démocratie et l'appropriation citoyenne des questions scientifiques et techniques, on argumente qu'il est sain d'avoir ces "contre-pouvoirs" au sein de notre démocratie.

En fait ce n'est pas aussi automatique, c'est même pour la plupart d'entre elles souvent le contraire qui se produit : elles ont plutôt tendance à renforcer les maux qu'elles prétendent combattre

Des associations pas si indépendantes.

D'abord ces associations ne sont pas indépendantes : elles sont toutes sans exception animées d'une idéologie de type « anti » plus ou moins affichée (antinucléaire, antiOGM, anti ondes électromagnétiques) et financées par des donateurs privés également acquis à cette idéologie ou qui y trouvent un intérêt²

Leurs travaux sont en réalité de véritables «Canada Dry» de l'expertise scientifique au sens professionnel du terme: elles ressemblent à des expertises, elles utilisent le langage des expertises, mais ce ne sont pas des expertises. Pour preuve : il n'y a pas de transparence sur la réelle compétence des auteurs, ni sur la méthodologie des mesures et leur interprétation, une limitation dans l'origine des sources, des rejets systématiques de résultats et travaux scientifiques qui font pourtant consensus mondialement, pas de publication avec évaluation par les pairs, pas de conseil scientifique...Il ne s'agit pas de faire progresser la connaissance d'un phénomène, d'améliorer la diffusion d'informations, non. Les rapports ainsi produits n'ont logiquement qu'un seul but : le discrédit et le maintien de la peur d'une technologie particulière, comme l'indique leur profession de foi d'ailleurs. Toute connaissance scientifique qui va dans le sens contraire est rejetée et taxée de provenir d'un lobby. Si vous souhaitez étayer votre argumentation contre l'implantation d'une usine ou alerter sur des nuisances supposées ou avérées au prochain conseil municipal : faites appel à de telles associations, vous ne serez jamais déçus des résultats de l'expertise.

La politique de Gribouille

On substitue donc une possible partialité d'un service public, certes perfectible et dont il faut sans cesse veiller à renforcer les conditions de son indépendance, comprenant des milliers de scientifiques

1 CRIIRAD :Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité, animé par des militants anti-nucléaires

CRIIGEN :Comité de Recherche et d'Information Indépendantes sur le génie GENétique, animés par des militants antiOGM

CRIIREM :Centre de Recherche et d'Information Indépendant sur les Rayonnements ÉlectroMagnétiques, animé par des militants qui luttent contre l'implantation de lignes HT

2 Auchan et Carrefour qui financent des études anti-OGM, et font en même temps de la nourriture sans OGM une politique de marketing

de très haut niveau, recrutés sur concours, couvrant de nombreux champs disciplinaires, et dont le point fort est justement le financement d'origine publique et le statut de fonctionnaire de ces salariés, on substitue donc à tout cela la partialité certaine et assumée d'associations privées clairement militantes. S'en remettre à ces associations en croyant gagner en impartialité, c'est la politique de Gribouille qui, pour se protéger de la pluie, décide de plonger dans la rivière.

La plage de tous les dangers

Pour illustrer, prenons un cas d'école : l'alerte lancée par la CRIIRAD sur le niveau élevé de radioactivité d'une plage dans le Gard en 2000. Panique assurée dès l'annonce des mesures et bien sûr la suspicion se porte sur d'éventuels rejets de la centrale à proximité, la machine médiatique s'emballe... pourtant l'IRSN³ et le BRGM⁴ fournissent l'explication : le sable en question est bien connu des géologues depuis les années 50 et se trouve naturellement radioactif au niveau mesuré. Bien que la radioactivité soit 50 fois supérieure à la radioactivité ambiante des plages environnantes de la région, l'IRSN rassure sur le fait qu'il n'y a pas de conséquence sur la santé sur une plage fréquentée depuis des années et qui existe depuis des millénaires. Oui, c'est choquant, et cela heurte les idées reçues, mais il faut rappeler qu'en radiologie comme en chimie : c'est la dose qui fait le poison⁵ pas le phénomène en lui-même qui peut être (et même avant tout!) d'origine naturelle. Mais on ne retiendra que ce chiffre impressionnant: "50 fois supérieur à la normale", on ignorera sans doute que sur certaines plages du Brésil pourtant à forte concentration humaine, le sable y est jusqu'à 200 fois plus radioactif, pour les mêmes causes naturelles, et sans qu'on y ait constaté de surmortalité. Mais dans cette histoire, ce qu'il y a de plus grave, c'est que la CRIIRAD ne fera pas amende honorable, et ne fera pas tout ce travail d'explication, comme cela devrait être le cas pour tout scientifique capable de reconnaître normalement une erreur, et même de progresser. Elle commentera par contre très minutieusement le calendrier des communiqués de l'IRSN : ils seraient soit émis trop tôt, donc signe de précipitation et d'irresponsabilité, soit émis trop tard donc signe d'opacité. C'est la version moderne de la fable de La Fontaine « le meunier, son fils et l'âne ». D'ailleurs cette association se contente le plus souvent de reprendre des mesures effectuées par l'IRSN et de les commenter faute de pouvoir elle-même mener des études exhaustives et de qualité. Autre pratique, faire quelques mesures et les rattacher à une étude plus large effectuée par l'IRSN et se payer ensuite le luxe d'expliquer qu'elles sont insuffisantes, que tel aspect n'a pas été pris en compte, que c'est une preuve supplémentaire qu'on nous cache des choses. L'hommage du vice à la vertu. Les rares « scoop » dont elle est à l'origine, et qu'elle ne manque pas de servir aux médias sans prendre le temps de la vérification, sont du type de celui de l'exemple vu plus haut... C'est le même procédé qui se répète lors de l'accident dans un four industriel sur le site de Marcoule en septembre 2011 : « nous pensons qu'il n'y a pas eu de rejets radioactifs mais ce n'est pas totalement certain, nous trouvons suspect l'empressement des autorités (ici l'IRSN et la préfecture) à réagir et à rassurer la population », voilà la position de cette association. On en oublierait le vrai drame : la mort de deux ouvriers, en notant que quelques semaines auparavant un accident mortel identique s'était produit en France : aucune réaction dans ce cas précis, en effet cela ne s'était pas produit sur un site nucléaire. Personne pour replacer ces événements dans le contexte terrible des milliers d'accidents du travail, souvent le fait d'incurie de la part du patronat et de mauvaises conditions de travail. Ne parlons même pas des ouvriers légèrement brûlés aux mains par de l'eau oxygénée sur le site de Fessenheim ce qui a conduit à des déclarations politiques concluant à la nécessité de fermer le site !... Dans tous les cas, le mal est fait, d'autant que tous les démentis, toutes les explications, n'y pourront rien et n'auront de toute façon pas du tout le même impact médiatique: calomniez, calomniez, il en restera toujours quelques chose....

3 L'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire (IRSN) effectue des recherches et des expertises sur les risques liés à la radioactivité.

4 Le BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières) est l'établissement public de référence dans les applications des sciences de la Terre pour gérer les ressources et les risques du sol et du sous-sol.

5 « Toutes les choses sont poison, et rien n'est sans poison ; seule la dose fait qu'une chose n'est pas un poison. » Paracelse 1493-1543, considéré comme le père de la toxicologie.

Informier le public ?

On est très loin d'un travail d'explication et d'éducation populaire qu'on pourrait attendre d'une telle association, pourtant déclarée d'utilité publique. C'est grave car c'est finalement tout l'édifice de la démocratie qui est en jeu en jetant régulièrement le discrédit et l'opprobre sur des institutions scientifiques construites par plusieurs générations d'hommes et de femmes, en brouillant les cartes de cette façon. Pourtant ce type d'association pourrait avoir un rôle tout autre, informer le public honnêtement en lien avec les connaissances du moment, tout en reliant les mesures effectuées et les études avec ceux des organismes publics sans forcément jeter la suspicion sur ceux-ci. Eclairer sur ce qu'est une expertise dans ce domaine, en expliciter les raisonnements, expliciter les ordres de grandeurs, clarifier l'état des connaissances du moment, au lieu par exemple de rejeter les travaux de l'OMS (organisation mondiale de la santé, de l'ONU) sous prétexte qu'elle a conclu des accords avec l'AIEA (agence internationale de l'énergie atomique, de l'ONU), et qu'elle serait donc liée au lobby nucléaire! (les travaux de l'OMS disqualifiés par la CRIIRAD, rien que ça...)

Nous pourrions sortir des dizaines d'exemples de ce genre où on joue sur les peurs, les ignorances, où des points de vue d'association de ce type sont mis à égalité, voire sur-valorisés, dans les médias avec ceux émanant de grands services publics. Rappelons qu'il ne suffit pas de se procurer un compteur Geiger (appareil servant à mesurer la radioactivité) et avoir quelques connaissances en biologie pour se proclamer expert en radioprotection et "lanceur d'alerte citoyen"! Sur le site de la CRIIRAD, on y lit que l'association dispense des formations pour les citoyens, pour faire des mesures de radioactivité et interpréter les résultats afin de constituer à travers tout le territoire un « réseau citoyen » de mesures : « aucune connaissance scientifique préalable n'est requise » est-il précisé. Est-ce vraiment sérieux ? Cela devient d'ailleurs ingérable car dans ses rapports, on remarque que la CRIIRAD passe beaucoup de temps à rassurer ces fameux « citoyens lanceurs d'alerte », qui ne comprennent pas toujours ce qu'ils lisent sur le cadran de leurs appareils, et ont tendance à faire des interprétations complètement erronées, comme cela a été le cas lors de l'accident de Marcoule.

Cette stratégie assumée de "crier au loup" quelle que soit la situation, n'aide pas à la nécessaire compréhension des problèmes et des enjeux. Ni même à appréhender les éventuels leviers qui pourraient être utilisés pour répondre aux interrogations légitimes que suscitent ces technologies. Pourtant notre société est de plus en plus impliquée dans la technique, et a plus que jamais besoin de réflexion sur la maîtrise démocratique du progrès.

OGM: Bientôt l'étude Seralini en DVD 3D

Ainsi en va-t-il de l'étude Seralini sur un maïs OGM et de l'herbicide associé, avec un protocole tenu secret et dont les résultats sont communiqués en exclusivité à quelques médias triés sur le volet. Et comme on a pensé à tout à l'avance depuis des mois : un livre et un film sortent immédiatement après l'étude avec des titres à sensation. Il manque quelque chose pourtant : pourquoi ne pas avoir prévu la sortie d'un DVD avec vision 3D des rats, DVD dont la vente aurait pu être prévue dès le lendemain de la conférence de presse ?... On est loin ici d'une démarche scientifique normale ou même d'une controverse honnête digne de ce nom. Pensons par exemple à la prudence et à la précaution lors de l'annonce de la part d'une équipe de physiciens croyant avoir détecté des particules voyageant plus vite que la lumière: mille vérifications avant qu'ils se résolvent à communiquer leurs résultats publiquement. Ils ne se sont pas précipités vers les médias à la première mesure sur le thème : « la théorie d'Einstein est fautive ! ». Cet exemple montre qu'on peut informer les citoyens de façon rigoureuse en respectant l'éthique journalistique et scientifique, y compris sur des sujets sensibles. On nous objectera qu'un doute sur la vitesse de particules ne touche pas directement à la santé publique, que la comparaison n'est pas valable. Eh bien si justement! L'enjeu est du même niveau : il s'agit ici

pour les OGM d'un résultat qui bouleverse l'ensemble des connaissances sur le sujet, y compris la méthodologie dans l'évaluation : rappelons qu'à travers le monde aucune étude n'a encore démontré leur nocivité, y compris sur le long terme. De la même manière, cela fait un siècle que toute la physique repose en partie sur l'impossibilité pour des particules de dépasser la vitesse de la lumière. Et indépendamment de cela, dans les deux cas il devrait s'agir de science, avec les mêmes méthodes, la même démarche et normalement la même éthique. Si dans un cas on choisit la méthode Paris-Match, la précipitation et le scoop et dans l'autre non, c'est qu'il est question de tout autre chose ici que de science. Et pourquoi assimiler l'étude d'un ogm à la nocivité de l'ensemble des ogm ? Si éventuellement l'enjeu est de pointer du doigt des conflits d'intérêt, ou un fonctionnement insatisfaisant des organismes chargés d'émettre un avis sur ces produits : alors posons la question au niveau politique, faisons des propositions concrètes pour améliorer l'expertise, prévenir les conflits d'intérêt (à supposer que c'est ce noble but qui est vraiment poursuivi bien sûr...). Mais a-t-on besoin de tels procédés pour cela ? A-t-on le droit d'user de la peur, de la démagogie et lancer des paniques pour cela ? N'y a-t-il pas d'autre façon de faire ? Lorsqu'on les pousse dans leurs derniers retranchements, une fois la nature médiocre de l'étude admise, les partisans (!) de cette étude avouent eux même le fond de leur démarche : la «fin justifie les moyens», selon eux ce n'est pas si grave si on grille tous les feux rouges de la démarche scientifique et de l'éthique, du moment qu'il y a une «prise de conscience» et qu'on fait «bouger les choses», qu'on «fait du bruit»...bouger les choses? faire du bruit? dans quel but? toujours dans le même sens rappelons le : si on n'y arrive pas par la science et par la reconnaissance des pairs, alors faire monter la pression par la voie des médias et le choc des photos, et marteler que les OGM sans distinction sont un poison, qu'ils provoquent des cancers, qu'on est plongé dans un complot permanent de Monsanto, et c'est clairement la principale profession de foi affichée par le CRIIGEN....Curieuse conception de l'expertise «citoyenne et indépendante» et de la démarche scientifique : on sait à l'avance ce que l'on va trouver. Ces méthodes cavalières, n'ont pourtant pas empêché le ministre de l'agriculture de se précipiter et d'abonder dans le sens de cette étude. Le résultat de tout cela : des mouvements de peur et une pression qui poussent à des décisions politiques opportunistes en dehors de toute démarche rationnelle. Cela aussi est très inquiétant pour la démocratie⁶.

Comment en est on arrivé là?

La peur

Si ces associations existent sous cette forme, avec de telles pratiques et une telle audience médiatique c'est qu'elles répondent à un besoin : celui de rassurer et conjurer certaines peurs. D'abord précisons qu'il ne s'agit pas de n'importe quel peur. Il y a des ressorts psychologiques évidents, prioritairement autour de tout ce qui est invisible, nouveau, qui bouscule des tabous autour de la nature : la radioactivité, les manipulations génétiques, les ondes électromagnétiques. Il y a donc une hiérarchie des peurs : il y a des peurs qui font plus peur que d'autres pour résumer... On ne verra jamais par exemple, d'association dont le but serait d'expertiser les conséquences des produits chimiques massivement utilisés par le personnel de nettoyage dans les entreprises, avec de nombreux morts prématurés qui restent invisibles. Ce n'est pas un « créneau porteur », qui peut trouver un écho et justifier que des militants s'en emparent et aillent jusqu'à créer une association, une improbable CRIIPNE (Commission de Recherche et d'Information Indépendantes *sur les Produits de Nettoyage en Entreprise*). Ces morts sont silencieuses, invisibles, que leur nombre soit infiniment plus important n'est pas la question : cela ne touche pas à des technologies nouvelles avec les caractéristiques précitées. Il y a aussi le niveau social qui compte, c'est évident. Pour faire simple, disons que cela touche à la notion de risques acceptés par la société. Pour illustrer rapidement : 5000 morts sur les routes par an, c'est mieux accepté (ou moins rejeté) qu'un accident d'avion avec 300 victimes tous les

6 « La disqualification de l'expertise : un risque grave pour la rationalité dans les décisions politiques » Yves Brechet, entretien de l'académie des sciences morales et politiques, 25 pages, téléchargeable sur internet (format PDF)

ans en France. Dans le second cas, tous nos aéroports fermeraient, et les avions seraient cloués au sol, démontés, jusqu'à trouver la défaillance et y remédier. Mourir en avion c'est beaucoup plus inacceptable, beaucoup plus dramatique que mourir dans une voiture. De la même manière l'idée de mourir d'un cancer par une pollution radioactive est mille fois moins acceptée et mille fois plus traumatisante que l'idée de la mort d'un ou une employé qui aurait manipulé des produits chimiques durant des années. Il faudrait aussi parler du risque, imposé ou non . Je choisis de prendre la voiture donc j'accepte l'énorme risque que je prends, par contre il m'est insupportable de subir un risque que je n'ai pas choisi (en tout cas en apparence) : par exemple l'installation industriel près de chez moi. Il ne s'agit pas ici de porter un jugement mais de constater et faire un peu de psychologie sociale pour bien comprendre l'étendue du problème.

La perte de confiance

La peur étant le moteur principal, ces associations peuvent alors prospérer sur le terreau d'une réelle perte de confiance entre les citoyens et l'expertise, notamment celle émanant d'institutions publiques. La perte de confiance peut s'expliquer par plusieurs affaires : l'amiante, le "nuage de Tchernobyl", le scandale du médiateur, le vaccin de l'hépatite B... Tout cela serait dû à trop de confiance en la science, à la toute puissance de ses experts, à trop d'Etat à la solde des lobbies, et ce qui justifierait l'existence des associations « indépendantes » se substituant aux missions des services publics. En effet, dans toutes ces scandales, il y a du vrai et du faux. Et le citoyen, avec les difficultés de la vie quotidienne et la situations sociale, n'a pas toujours le temps de s'informer précisément : il aura donc tendance à tout rejeter en bloc et développer une « hyper méfiance » systématique vis à vis des expertises officielles, et à l'inverse il aura tendance à accorder une « hyper confiance » pour tout ce qui se présente comme « indépendant » de l'Etat.

Il convient donc de crever l'abcès et de revenir sur ces différents vrais et faux scandales et de bien diagnostiquer ce qui a fait défaillance à l'époque.

Amiante, Médiateur, retombées de Tchernobyl, vaccin hépatite B

Amiante.

1976: le CIRC, Centre International de Recherche sur le Cancer, classe l'amiante comme cancérigène avéré. Ce qui était soupçonné depuis des dizaines d'années, étouffé par des lobbies privés, éclate au grand jour comme une vérité communément admise dans les milieux scientifiques. Pourtant il faudra attendre 1996 pour voir son interdiction en France. Entre temps, pendant 20 ans, le lobbying des entreprises de construction a fonctionné à plein, ce qui culminera avec la création d'un comité permanent pour l'amiante (CPA) en 1982, véritable bras armé des producteurs d'amiante, chargé de donner des avis sur ce sujet. « *En clair on a confié la veille sanitaire au secteur privé* » comme l'a résumé un des avocats des victimes de l'amiante. Point ici d'évaluation par une improbable agence publique avec des experts fonctionnaires qui travaillent suivant les règles normales de l'évaluation scientifique (contrôle par les pairs, croisements et redondances des études, transparence etc etc...), avec pouvoir de sanction, de retrait d'un produit etc

Médiateur

Même si cela ne va pas aussi loin, c'est à peu près la même mécanique qui est à l'œuvre concernant le scandale du Mediator, avec un médicament dont l'expertise est confiée au ... fabricant lui-même!. La plupart des experts sollicités par l'agence chargée d'évaluer les médicaments, travaillent pour des firmes pharmaceutiques avec des conflits d'intérêt évidents ; Cette agence ne dispose que de très peu de fonctionnaires complètement indépendants et travaillant à temps plein. Et Irène Frachon, pneumologue au CHU de Brest, qui a fait éclater le scandale par sa pugnacité et son courage, de conclure que c'est *l'absence de financement public en matière d'évaluation de médicament et la place trop importante laissée aux firmes pharmaceutiques qui en sont la cause première*. Ce n'est donc pas le « trop de service public » qui est en cause mais plutôt le « pas assez ». Et ce n'est pas l'expertise scientifique en soi qui est en cause mais les conditions de sa réalisation: ici la recommandation du

docteur Frachon est clairement le choix d' une *expertise publique* comme *garantie d'indépendance*.

Nuage de Tchernobyl et cancers de la thyroïde en France

On nous objectera que certes pour les médicament et les bien de consommation (amiante et autre), c est le privé qui est en cause et le manque d' intervention public. Mais pour le «nuage de Tchernobyl», c'est bien un scandale d'Etat non? Examinons ce point qui revient systématiquement dans les débats.

Rappel des faits : le SCPRI (Service central de protection contre les rayonnements ionisants), ancêtre de l'IRSN, aurait affirmé que le nuage de Tchernobyl (avril 1986) se serait arrêté aux frontières : un mensonge répété des milliers de fois n'en fait toutefois pas une vérité, même s'il est démultiplié aujourd'hui par internet. Quiconque fait le travail sérieux et honnête de visionner les vidéo des JT de l'époque, ou plus simplement de noter minutieusement les déclarations dans la presse jour par jour (il suffit d'aller dans une bonne bibliothèque où l'archivage existe), pourra constater par lui même que ces accusations sont tout simplement, complètement fausses. La succession des titres du journal Libération à l'origine de cette phrase, qui n'a pourtant jamais été prononcée mais inventée par ce quotidien, ce qui n'empêcha pas qu'elle soit reprise partout, est éloquent⁷. Le SCPRI par voix de son directeur, le Professeur Pellerin, et par des communiqués successifs, n'a jamais nié qu'il y ait eu des retombées radioactives sur le territoire national. Par contre il a affirmé que les conséquences sanitaires seraient nulles compte tenu des doses (c'est la dose qui fait le poison) : c'est cela qui apparaît choquant, car il est communément admis quand on parle de pollution nucléaire, qu'il faut forcément aboutir à une alerte sanitaire, qu'il y a forcément des cancers induits, sinon cela signifie qu'on est dans le mensonge d'Etat. Mais alors pourquoi se saisir d'une expertise scientifique si la réponse est connue à l'avance? L' accusation n'est pas légère ici : il est question de centaines de cas de cancer de la thyroïde dont serait responsable l'incurie de l'IRSN. En réalité, le taux de cancers de la thyroïde augmente régulièrement depuis les années 70, nuage de Tchernobyl (1986) ou pas, partout en France quelques soit le niveau des retombés de l'accident, la courbe continue d'augmenter imperturbablement. Même phénomène en Amérique du nord où le nuage n'est pourtant pas passé. Les causes seraient plutôt à rechercher ailleurs : pollution chimique? dépistage plus fin due à l'amélioration des techniques? autres raisons? C' est ce qui est admis dans les milieux professionnels⁸. Et c'est ce qu'a rappelé le tribunal de Paris blanchissant complètement le professeur Pellerin après 25 ans de calomnie et de propos diffamants à son égard.

Cependant le mal est fait : pour beaucoup, persistera l'idée que des institutions publiques pourtant chargées de nous protéger et nous alerter, nous auraient menti. Et pourquoi ne pas avoir interdit la consommation des salades ? Des champignons ? Bien sûr il faudrait prendre le temps d'expliquer que cela eut été inutile compte tenu des doses : qui mange plusieurs kilogrammes de champignons tous les jours, matin, midi et soir, pendant 15 jours non-stop? Et même dans ce cas précis, cela équivaldrait à une sur-dose équivalente à ce que recevrait un parisien passant 6 mois à Clermond Ferrand !⁹ ...C'est la raison pour laquelle il n y a pas eu de consignes à l'époque tout simplement afin d'éviter des mouvement de panique qui ont conduit par exemple à un nombre considérable d' IVG injustifiées en Allemagne.

7 Dès le 2 mai, le journal rapportait, Page 4 colonne 3, "*Le Directeur du SCPRI, a annoncé hier que l'augmentation de radioactivité était enregistrée sur l'ensemble du territoire*". le 12 mai, ce même journal titre en première page "*Le mensonge radioactif : Les autorités scientifiques françaises ont caché à l'opinion le passage au-dessus de notre territoire du nuage radioactif de Tchernobyl entre le 30 avril et le 4 mai*"

8 Rappelons qu'en France, dans ce domaine précis, les «professionnels», ça s appelle des «Médecins», et pas des «militants anti-nucléaire»...

9 Les doses reçues dans le massif central due a la radioactivité naturelle sont de 5 mSv par an, et a Paris de 2,5 mSv/an. Le mSv (mili sievert) est une mesure qui quantifie la dose réellement reçue en lien avec les risques pour la santé. Dans certaine région du monde fortement peuplé, la dose culmine à 20mSv/an (Inde, Pakistan)

Il est intéressant de noter que ce «mythe», ce mensonge, constitue l'acte fondateur de la CRIIRAD . Pourtant cela n'empêche pas l'ASN (autorité de sureté nucléaire) de continuer à faire son travail et de stopper le chantier de l'EPR de Flamanville lorsqu'elle considère que le béton n'est pas suffisamment de bonne qualité, de stopper une centrale parce qu'elle considèrera que la sureté n'est pas totale. Cela n'empêche pas l'IRSN d' émettre des avis sur la santé au travail contraire aux intérêts des actionnaires d'EDF. Dans ce sens, le nucléaire contrairement aux idées reçues est peut être le secteur le plus transparent et le plus contrôlé, où des contre pouvoirs existent vraiment et sont dans le giron du secteur public. Il suffit de faire l'expérience d'aller sur le site de l'IRSN ou de l'ASN . Rien de tel, et rien à voir avec ce qui se fait dans le domaine de la chimie par exemple. Cela n'empêche pas, privatisation oblige et recherche du profit à tout prix, les pratiques scandaleuses de la sous traitance généralisée pour les travaux les plus risqués : les fameux « nomades du nucléaire » employés dans des conditions très précaires, et qui reçoivent l'essentiel des doses. La lutte ici est semblable à celles des salariés du secteur de la chimie par exemple, une question de rapport de force politique, syndicale, qui repense la place des travailleurs, leurs statuts, leurs droits et pouvoirs sur les lieux de travail.

Quelques conclusions et pistes de réflexion

Dans l'expertise, l'erreur est toujours possible, même chez les fonctionnaires. On peut lutter contre cela par la formation au plus haut niveau, en multipliant les études redondantes pour vérifier et encore vérifier. Y compris dans le cas du *Médiateur*, hormis le comportement condamnable du laboratoire en question, il y a eu une erreur collective de diagnostic en passant à coté du lien entre la consommation de ce médicament et les problèmes cardiovasculaires qu'il engendrait. Mais à travers les trois exemples cités plus haut, et en analysant l'enchaînement des événements, on comprend que ce qui a tendance à prévenir le plus les problèmes : ce sont les expertises émanant des services publics. Expertises avec financement public et des experts ayant le statut de fonctionnaire protégé, avec un salaire qui ne dépend pas du résultat de l'analyse, et produisant des études à caractère scientifique avec tout ce que cela suppose en terme de transparence, croisements des résultats et évaluation par les pairs, possibilité de contester La réponse est dans les moyens et les outils qu'on se donne, le renforcement des services publics, la formation de qualité, et pas vraiment dans une diabolisation des scientifiques et dans la dénonciation d'un improbable complot permanent de ceux ci au niveau mondial. Les associations qui font des expertises, et c'est leur droit, devraient avoir un tout autre rôle que celui de faire systématiquement la guerre aux services publics et créer un climat de suspicion permanent. Au contraire elles devraient éclairer et aider à la compréhension des expertises, de leur importance, participer à un travail d'éducation populaire digne de ce nom. C'est ce que font d'ailleurs certaines associations, qui n'opposent pas systématiquement leurs expertises, réflexions, avec celles émanant du public. Mais curieusement, elles n'ont pas le même échos médiatique, et c'est dommage car cela n'incite pas au comportement vertueux.

Pour les agences et instituts d'expertise existants au niveau national et européen, il faut travailler à éliminer tout conflit d'intérêt chez les experts. Croiser les études, garantir une total transparence. Des progrès ont été accomplis dans ce sens ces 3 dernières années suite à ces scandales, mais cela reste insuffisant. Il faudrait que ces agences puissent disposer d'un véritable corps de fonctionnaires complètement dégagé de la moindre influence des firmes pharmaceutiques. Un peu à l'image de nos inspecteurs du travail (encore trop insuffisant hélas). Cette proposition est une hérésie dans le cadre de l'Europe libéral, il s'agira donc d'une vraie bataille politique. C'est au cœur de la lutte des classe car elle permet au peuple de ne pas laisser le capitalisme seul maître à bord concernant la veille sanitaire. Cela est plus sain que de confier cela à des associations à financement privé, avec toutes les dérives que nous venons de lister et qui ne font que compliquer le problème. On le voit la vraie bataille politique est dans les moyens, dans la revalorisation de l'expertise public, vrai garant de l'indépendance.

ANNEXE

Petit Guide pratique pour disqualifier l'expertise publique à l'usage des « anti »

- D'abord toujours garder en tête que le mot « expert » est un gros mot et fait peur : désignez un intervenant de la sorte et déjà la salle gronde pleine de soupçons...vous avez déjà gagné la partie...eh oui, ne pas oublier que nous sommes en 2012, que Joliot Curie, Langevin, les valeurs de la science et la gauche, c'est loin tout ça...et surtout faites un peu de psychologie : pour beaucoup, les maths ça a été un vrai cauchemar à l'école, et les experts, c'est beaucoup de chiffres, de comparaisons, de formules, de courbes...

- Répéter sans cesse que la personne qui est expert en tomate et qui est en train de parler, a honteusement travaillé dans la production de tomates pendant des années et qu'avant de parler, elle a certainement opportunément téléphoné à son patron tomatier qui lui a dicté son discours. Ecoutons plutôt le cordonnier, il en sait un rayon lui sur les tomates...

- On n'est mieux servi que par soi même : improvisez vous donc expert! Quelques heures passées sur google, quelques chiffres et raisonnements à glaner sur les sites « sortir de truc chose » ou « stop machin » et le tour est joué. Après tout, le « Non » au referendum de 2005 le prouve : tout le monde a pu comprendre dans la campagne les implications du TCE et de la directive Bolkenstein sans pour autant être constitutionnaliste! eh bien la génétique, la médecine, la physique : ça doit être pareil! tous expert, tous citoyen! comme en 2005!

- Organisez donc un débat en invitant les bonnes personnes! fini les émissions ennuyeuses avec des scientifiques tristes et barbants : invitez un jeune sympathique, expert et porte parole de l'association « stop ceci » ou « stop cela », avec des expressions tendances, qui explique avec des trémolos dans la voix qu'on est au bord de l'apocalypse ; mettez le en face d'un vieux scientifique du domaine bien précis, travaillant pour un organisme public avec un nom compliqué qui fait peur : langage ringard et plein de prudence garanti, il se discréditera lui même. Et il ne faut pas oublier la 3eme personne : l'arbitre, qui sera au dessus de la mêlée : un romancier ou mieux un professeur de culture générale comme a fait le journal Le Monde récemment...il n'y connaîtra rien, vous êtes assuré qu'il va pencher du côté de la peur et de l'inquiétude (c'est tellement plus facile) tout en sortant quelques platitudes philosophiques qui lui attireront automatiquement la sympathie : «quelle planète allons nous léguer à nos enfants?», « l homme est un apprenti sorcier », «Nous déchainons des forces que nous ne maîtrisons pas»...

- Invitez donc un «scientifique de service»! Vous n'en trouvez pas parmi les milliers qui travaillent dans le domaine? Y compris chez les retraités? Personne pour appuyer vos thèses? Pas grave, vous expliquerez que personne ne veut témoigner parce que il y a l'opacité-et-le-culte-du-secret... mais ne désespérez pas, cherchez bien, il y en aura au moins un, avide d'exposition médiatique...et vous n'en avez pas besoin de beaucoup: 2 ou 3 suffiront, ils seront par la suite systématiquement repérés et invités dans tous les médias...ou si vous n'en trouvez vraiment pas : cherchez dans une branche voisine. Un physicien des particules peut tout a fait contester l'avis formulé par des dizaines d'ingénieurs, sismologues, biologistes et géologues de l'ASN concernant la centrale de Fessenheim.

Après tout, un cardiologue, ça peut donner des leçons à toute une équipe de neurologues sur les maladies du cerveau! c est kiff kiff tout ça! ils sont tous médecin non? et le public n y verra que du feu!